

Inévitable protectionnisme ?

C'était impensable, on nous en avait profondément convaincus, « le protectionnisme » était presque un gros mot, un non-sens prôné par des gens qui n'y connaissaient rien de rien en matière d'économie. Petit à petit ce vilain mot arrive sur le devant de la scène, on l'a susurré d'abord *mesa-voce* et puis certains mettent les pieds dans le plat. Franck Dedieu, Benjamin Masse-Stamberger, Adrien De Tricornot, six mains et trois cerveaux ont écrit un ouvrage et osé titrer : Inévitable protectionnisme(1). Tous les candidats à la Présidentielle cherchent des idées pour nous sortir de la galère mondialiste, cet ouvrage va-t-il nous redonner un peu d'espérance et leur montrer la lumière ?

Franck Dedieu est grand reporter à L'Expansion, Benjamin Masse-Stamberger grand reporter à L'Express et Adrien de Tricornot journaliste au Monde Économie, tous 3 sont nés dans les années 1970. Ils ont grandi avec la politique dite néo-libérale qui reposait sur une croyance : *moins on entrave les mouvements des acteurs privés, mieux se portent le système économique et les différents agents qui le composent et l'ouverture était un jeu où il ne pouvait nécessairement y avoir que des gagnants*. C'est la crise de 2007 qui a achevé de convaincre nos 3 compères que : *cette thèse, assenée de manière de plus en plus péremptoire à mesure qu'elle était démentie par la réalité, était fausse*.

On suit aisément leur raisonnement dans les deux premières parties du livre. Les conséquences des politiques libérales, nous les connaissons tous, mais il est intéressant de les voir recensées : paupérisation des classes moyennes, casse manufacturière, et chiffrées par des pourcentages effarants de pertes d'emplois 39 % en Grande Bretagne, 32% aux USA, 20 % en France... et, avec pourtant une main d'œuvre réputée moins chère, -12% à - 20 % pour l'Espagne et le Portugal.

Face à ce gâchis : « depuis une vingtaine d'années, en Europe et dans une certaine mesure aux États-Unis, les gouvernements préfèrent réparer les dégâts de la mondialisation plutôt que de changer les règles du jeu ». Tout ceci au grand bénéfice de la Chine qui depuis deux décennies a incorporé 200 à 300 millions de Chinois à la classe moyenne mondiale.

On les suit très bien aussi dans leur analyse du rôle néfaste de l'Allemagne à l'intérieur de l'Europe mais ils évitent, contrairement à un JP Chevènement (2) la désignation des responsables de cette construction européenne qui dès le départ s'est bâtie sur le libre échange et pour le libre échange. Ils chargent à fond la Chine dénonçant, à juste titre, l'absurdité des politiques et des économistes à aller installer en Chine, nos productions à la technologie la plus pointue, comme pour avancer la programmation de notre mort économique.

A partir d'une référence à Maurice Allais(3) : *Une mondialisation généralisée des échanges entre des pays caractérisés par des salaires très différents...ne peut qu'entraîner finalement partout dans les pays développés : chômage, réduction de la croissance, inégalités, misères de toutes sortes*, il eût été intéressant de faire le bilan des dégâts provoqués dès le départ de la construction européenne. C'est en effet en délocalisant à l'intérieur même de nos pays européens, pour les mêmes raisons que les délocalisations qui maintenant partent vers l'Asie, que nos politiques et nos mondialistes et libre-échangistes européens ont commencé à scier la branche sur laquelle les peuples d'Europe étaient assis et pris le risque que ces peuples se cassent la figure, c'était bien avant la Chine!

Mais cela ils ne le font pas parce que le protectionnisme qu'ils recommandent ils le veulent européen et altruiste, en fait plutôt alter mondialiste, et c'est là qu'on peut décrocher ou tout au moins être très sceptique sur les effets de ce protectionnisme là à résoudre les problèmes qui se

posent aux français aujourd'hui, dans l'immédiat. Un pays qui voudrait, seul, envisager une politique de retour au plein emploi ne le pourrait pas sans avoir des comptes à rendre à ses partenaires par exemple.

Leur protectionnisme devrait protéger l'Europe sur trois fronts : social, environnemental, fiscal. Des suggestions sont faites et aussitôt suivies de oui mais ... ceci cela...On sent tout le poids restrictif et on voit déjà les bâtons dans les roues... !

Pour le social ils retiennent la suggestion émise par Maurice Lauré et Pierre-Noël Giraud(4) on « *prélèverait une taxe sur les importations, dont le montant serait indexé sur un panier d'indicateurs de l'OIT, du PNUE et du PNUD (5). Les sommes récoltées seraient reversées soit directement aux pays concernés (ceux dont les produits sont taxés) à condition qu'elles soient effectivement utilisées pour améliorer les conditions sociales et salariales de leurs employées, soit à des organisations non gouvernementales opérant dans ces domaines »*

Suit le commentaire : « *Si un tel outil a certainement une vertu incitative, il n'est pas certain cependant qu'il serait suffisant pour freiner le processus de désindustrialisation ou pour enrayer les conditions salariales en Occident »*. On a envie de leur répondre il ne peut en rien résoudre les problèmes européens ou français d'aujourd'hui puisqu'il a une autre visée: diminuer la misère dans le monde non occidental.

Pour l'environnemental les choses sont encore plus complexes. La taxe carbone pour les ciments par exemple fait que : « *la tonne de ciment en Europe vaut 40 €, mais comme elle dégage 650 Kgs de carbone dans l'atmosphère facturés 8,5 e sur le marché du CO2. La surfacturation « verte » renchérit le prix de 21%, d'où la décision du Président de Lafarge de suspendre ses investissements en Europe d'un milliard d'Euros.... déjà 10% du ciment consommé en Europe proviendrait des pays*

exemptés de la taxe carbone le Maghreb et la Turquie.

Les auteurs du livre mettent en évidence la complexité du calcul du bilan carbone des produits : *Quelle part le constructeur consacre-t-il au plastique, à l'aluminium, au verre. ? Comment dresser précisément le bilan carbone de chacun de ces produits ?* Chaque dollar produit dégage 400g de CO2 en Europe, 760g aux USA, 2 KGS en Inde et 4 KGS en Chine.. On pourrait envisager une taxe verte à la sortie des containers, alors l'Europe gagnerait 30 milliards d'Euros de ses échanges avec la Chine. Difficile à faire passer auprès des pays émergents. Une solution la taxe verte ? Non finalement car l'objectif final de cette taxe carbone serait de reverser son produit aux pays exportateurs afin de financer les économies capables de « décarboner » leur économie. On voit donc là aussi que si cette mesure est sur un plan global et planétairement intelligente, elle n'apporte rien aux peuples européens.

Enfin **le protectionnisme fiscal**, c'est peut-être là que le projet protectionniste pourrait s'affirmer mais il y a un sérieux ménage à faire car on a laissé les multinationales « domicilier » le maximum de leurs profits dans des filiales défiscalisées et le minimum de charges là où les impôts sont les plus élevés. Peut-on taxer aux portes de L'Europe les produits venant d'une zone à fiscalité allégée par rapport au taux moyen en Europe (environ 30%) et ne pas s'attaquer au dumping social intra-européen, les nouveaux entrants Estonie la Lettonie ou la Hongrie qui font du dumping social un atout en prétextant qu'il permet à ces pays un rattrapage économique ?

Si, comme Michel Taly (6), on envisage, en cette période de fort chômage la libre circulation des travailleurs portugais, irlandais, ou grec qui viendraient travailler en France à condition qu'ils bénéficient du minimum de protection obligatoire dans notre pays en quoi cette proposition résoudrait- elle le chômage dont sont victimes les

Français ? On pourrait dire la même chose pour la solution du chômage d'autres pays de la zone européenne.

Le protectionnisme oui, mais lequel ? Ce sujet va être au cœur de la campagne présidentielle, on peut donc lire ce livre pour réfléchir à l'idée du protectionnisme, une idée neuve, qui n'est ni simple et qui a plusieurs entrées, plusieurs visages... Ces trois auteurs nous proposent leur vision, et comment mettre en œuvre le concept d'un protectionnisme européen et altruiste). Mais on en voit les limites même pour les problèmes de l'Europe.

La situation est tellement grave, que ce protectionnisme là qui sera long à mettre en place, qui dépendra d'organismes divers risque de faire effets quand le malade sera déjà mort. Ne faudrait-il pas, au contraire, des solutions rapidement mises en place permettant aux Etats de décider de leurs propres mesures protectionnistes ? On impose actuellement à la Grèce un traitement de cheval sans que la population ni les élus grecs n'aient leur mot à dire. A l'image de l'Argentine, n'est-il pas urgent pour ce pays d'agir peut-être seul et en avant-coureur afin de remettre ses armateurs par exemple (qui ont cumulé toutes les dérives de la mondialisation et du libre échange), dans un chemin vertueux vital pour l'intérêt du pays ? A vouloir faire de l'Europe un navire trop inégalement chargé navigant dans un chenal trop étroit et trop réglementé, n'en a-t-on pas fait un bâtiment ingouvernable qui tangue dangereusement ?

Chantal Crabère

(1) Inévitable Protectionnisme aux Éditions Gallimard.

(2) La France est-elle finie ? Editions Fayard

(3) Prix Nobel D'économie auteur en 1998 de : La crise mondiale aujourd'hui. Pour de profondes réformes des institutions financières et monétaires Editions Clément Juglar, 1999

(4) Maurice Lauré haut fonctionnaire libéral et inventeur de la TVA ; Pierre-Noël Giraud auteur de L'inégalité dans le monde.

(5) OIT Organisation Internationale du Travail/ PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement/ PNUD Programme des Nations Unies pour le Développement

(6) Ancien directeur de la législation fiscale au ministère des finances.